

La campagne électorale de mai 1965

Editorial

par Marcel GREGOIRE,

Président de l'Institut belge de Science politique.

★

Les élections du 23 mai 1965 feront vraisemblablement date dans l'histoire politique du pays. Il faut remonter très haut dans le passé pour retrouver l'exemple d'un déplacement de voix et de sièges aussi important. Or, ce bouleversement s'est produit en un temps de prospérité remarquable et alors que chacun, pratiquement dans tous les milieux, en était parfaitement conscient. En réalité, il traduit un ensemble de mutations sociales ; c'est ce qui le rend particulièrement significatif, car il pourrait être le début de changements importants dans la structure du pays.

La déconfectionnalisation.

Le premier trait qui caractérise ces élections et les différencie de toutes celles qui les ont précédées depuis au moins un siècle, c'est leur déconfectionnalisation.

Dans le passé, l'épiscopat manquait rarement de prendre position en matière électorale. Il s'en est, cette fois, rigoureusement abstenu. Avant la Seconde Guerre mondiale, les catholiques qui s'occupaient de politique ne cessaient d'en appeler à « Malines », comme à une entité souveraine et redoutable. Ce que « Malines » disait, ou, souvent aussi, ce qu'on lui faisait dire, passait pour vérité d'évangile. Qui, aujourd'hui, va encore y chercher des consignes ? Quelle est encore, en la matière, l'autorité de l'actuel Cardinal (voir ce qui se passe à Louvain) ? L'indépendance de nos dirigeants politiques à l'égard des autorités religieuses est — il s'agit là d'une évidence — plus grande qu'elle ne l'a jamais été.

Cette situation a plusieurs causes, qui ne jouent pas toutes de la même manière dans les diverses régions du pays et qu'il est peut-être utile de découvrir. On peut les classer en deux grandes catégories : celles qui tiennent à l'Eglise et celles qui tiennent aux partis, et particulièrement au PSC.

L'Eglise, tout d'abord, n'a pratiquement plus de revendications politiques à faire valoir : la question scolaire a été résolue d'une manière qui, par comparaison avec la plupart des pays, lui a assuré de larges satisfactions.

Par ailleurs, la motivation religieuse influence beaucoup moins qu'auparavant le comportement politique des électeurs. D'une part, l'anticléricalisme apparaît comme suranné ; ce n'est plus la foi religieuse qui passe pour une vieillerie, mais l'attitude qui consiste à s'en moquer, à la dénigrer, à militer contre elle : n'y a-t-il pas une fraction de la maçonnerie, traditionnellement hostile, qui est en train de recruter des adeptes jusqu'en Belgique et qui appelle de ses vœux un front commun de toutes les familles spirituelles ?

D'autre part, un approfondissement de la doctrine catholique a mieux dégagé les libertés qu'elle laisse aux fidèles dans le domaine du temporel et davantage fait apparaître ce qui distingue le relatif, multiple et divers, de l'absolu si rare (1). Une théologie épurée, une conception plus exacte du religieux et de la mission propre à l'Eglise ont incité prélats et prêtres à infiniment plus de pru-

(1) Ce n'est pas la première fois que les progrès de la science amènent à modifier le contenu des vérités religieuses. Il en fut notamment ainsi après la Renaissance.

dence dans leurs interventions. En même temps que les villes croissent, que les campagnes s'urbanisent et que se développent les multiples moyens de communication, d'information et aussi d'évasion, l'ingérence du clergé dans la vie quotidienne des fidèles et sa tutelle sur les mœurs se font infiniment plus discrètes qu'autrefois ; elles ne seraient plus, en effet, tolérées. Bien plus : ce n'est pas un paradoxe d'avancer qu'il s'est constitué un anticléricalisme catholique en ce sens que les catholiques les mieux instruits dans leur doctrine et les plus soucieux de faire apparaître dans toute sa lumière la transcendance de l'Eglise se révèlent, en même temps, des adversaires résolument hostiles à ses empiètements.

Une réflexion sur les exemples étrangers a renforcé leur conviction. Trop souvent, une collusion entre l'Eglise et le régime a fait participer la première aux aléas du second ou, en tout cas, aux critiques qu'il provoque ; le prestige, l'audience et les possibilités d'apostolat qu'assure à l'Eglise un statut d'entière liberté n'en sont que plus clairement apparus. Ce qu'enseignaient dans l'entre-deux-guerres, et au prix de quelles suspensions et de quelles calomnies, des précurseurs comme l'abbé Jacques Leclercq (aujourd'hui Monseigneur) et le chanoine Jean Dermine s'est trouvé confirmé par les faits, à savoir qu'il y a une correspondance certaine entre le cléricisme et l'anticléricalisme. Dans la mesure où l'Eglise ne paraît plus vouloir présider aux assauts des catholiques pour la conquête du pouvoir, elle cesse, du même coup, de provoquer certaines ripostes, sinon inévitables. En prenant ses distances à l'égard de certaines puissances sociales et de l'idéologie qu'elles incarnaient, en appréciant les institutions en fonction de la paix et de la justice plutôt qu'au regard de l'autorité et de l'ordre, en affichant, avec le Concile, un respect plus vif de la liberté de conscience, elle a prévenu bien des objections et désarmé pas mal de préventions.

Est-ce à dire que, dans cette évolution, tout est également pur et bénéfique ? Ce serait trop beau.

D'une part, il y a, sans doute un courant sincère vers le retour à la pauvreté ; en certains cas, cependant, on continue, sous ce couvert, à flatter la puissance : la différence, c'est que celle-ci a changé de camp. Un nouvel anticléricalisme pointe dans des groupes de droite ; ils réagissent avec humeur à certains sermons, à certains appels, à

certaines condamnations, à certains ostracismes. Le souci de certains milieux catholiques, qui se veulent, d'être, comme on dit, « dans le vent », entraîne à des excès qui, pour aller dans un sens opposé, ne sont pas moins irritants que ceux reprochés, à juste titre, aux milieux intégristes. La triste vérité, c'est qu'il est bien difficile de garder, même là où la matière le requiert et où les fonctions l'exigent, l'équilibre qu'il faudrait. Un manque de vraie charité est ainsi à l'origine de pénibles rancœurs et de regrettables malentendus.

D'autre part, le déclin de l'anticléricalisme s'explique tout autant par les progrès de la déchristianisation que par ceux d'une plus grande spiritualisation de la religion. L'Eglise effraie moins, parce qu'elle est moins puissante ; c'est parce qu'elle est moins présente qu'elle retient moins les regards, dussent ceux-ci être critiques. Il y a encore des traces d'attention dans l'anticléricalisme et les passions mêmes qu'il provoque constituent une marque d'intérêt. En revanche, avec l'indifférence, les braises de la curiosité sont définitivement éteintes.

*
*
*

Quoi qu'il en soit, ce qui est acquis semble irréversible et l'on n'aperçoit pas l'épiscopat belge en revenir à d'anciens errements. L'intérêt évident de l'Eglise, en effet, c'est que des catholiques adhèrent, en nombre, aux trois partis principaux, en manière telle qu'aucun d'eux ne se risque à remettre en question ce qu'elle a obtenu. Les hommes étant ce qu'ils sont, il est clair qu'un parti ne s'inquiètera de ce que pense la hiérarchie que dans la mesure où sa clientèle s'en inquiètera également. A quoi bon chercher à la satisfaire si, pour des raisons de doctrine, aucun fidèle n'est autorisé à lui donner sa voix ? Qu'en revanche, les succès électoraux d'un parti dépendent de la neutralité des autorités religieuses, et ses dirigeants consentiront à beaucoup pour se l'assurer. Le difficile était d'en arriver là. Une fois cette situation acquise, elle présente tant d'avantages pour l'Eglise qu'on ne voit pas l'épiscopat œuvrer de ses propres mains à la compromettre.

Le mécontentement et les élections.

Le début de déconfessionnalisation de notre vie publique ne suffit cependant pas à expliquer les

résultats du scrutin du 23 mai. Certes, dans le nouveau climat religieux de notre pays, l'interdit qui pesait sur les catholiques a été levé. Il est clair, cependant, que si ceux qui, jusqu'alors, avaient voté pour le PSC avaient été satisfaits de l'action menée par celui-ci, ils ne l'auraient pas abandonné. Or, c'est un fait qu'il l'a été. Mais il ne l'a pas été seul, et ce qui est arrivé à d'autres partis est de nature à expliquer, semble-t-il, ses propres déconvenues.

Le tableau ci-dessous n'a pas toujours été suffisamment médité. C'est celui des pertes subies non seulement par le PSC et le PSB, mais par les gauches réunies : en 1965 par rapport à 1958 (22) et à 1961.

	Pertes par rapport à 1958 en %	Pertes par rapport à 1961 en %
Bruxelles		
PSC	38	14,58
PSB	35	14,29
PSB + communistes + gauches	27,8	11,77
Anvers		
PSC	28,5	13,19
PSB	24,6	9,87
PSB + communistes + gauches	15	6
Liège		
PSC	36	9,7
PSB	31,5	16,3
PSB + communistes + gauches	8,3	4,84

Ce tableau est fort net. Même si ce qu'a perdu le PSB est allé, en partie, à des partis plus « à gauche » que lui, il reste que la plupart de ceux qui l'ont quitté l'ont abandonné en faveur de formations qui prônaient, non pas une accentuation de sa politique et de ses tendances, mais le contraire.

Il en a, dès lors, été de même au PSC. Il est légitime, en effet, de classer à « gauche » les démocrates-chrétiens, dont non seulement les buts, mais les moyens pour y parvenir se différencient de moins en moins de ceux des socialistes traditionnels. Aussi bien chez les candidats que chez les électeurs, ce ne sont pas eux qui, en général, ont tourné le dos au PSC. (Il faut dire « en général », car en certains endroits de Wallonie, par exemple, les raisons linguistiques ont pu l'emporter.) En sorte que, là aussi, ce doivent être les agriculteurs, les classes moyennes et ceux qui se rapprochent de

ces dernières qui ont voté soit pour le PLP, soit pour la Volksunie.

Pour ce qui est du PLP, c'est l'évidence même. En ce qui concerne la Volksunie, les nationalistes flamands eux-mêmes le reconnaissent. M. Roosens (un dissident, il est vrai) est formel : pour lui, « le nationalisme flamand ne peut enregistrer des progrès que dans un contexte de glissement général vers la droite ». M. Schiltz, resté orthodoxe, soutient, lui, que son parti aurait mordu sur le PSB. Mais, dans la tendance qu'ici l'on constate, est-il tellement en contradiction avec M. Roosens quand il écrit que « les progrès de la Volksunie ne peuvent s'expliquer que par le ralliement à ce parti des employés hier encore orientés vers le socialisme et des ouvriers les plus développés » ?

C'est donc l'accès à un niveau de vie amélioré qui serait à la base de l'attitude des transfuges (3). En sorte que par un paradoxe assurément déconcertant, ce serait l'atteinte partielle, par les socialistes et les démocrates-chrétiens, des buts qu'ils poursuivent qui serait à l'origine de leur échec. A vrai dire, le phénomène n'est pas nouveau ; on l'a déjà rencontré aux Etats-Unis notamment, lorsqu'en récompense du standing meilleur que leur avaient procuré la majorité démocrate qu'ils avaient déléguée au Congrès, de nombreux Américains votèrent, la fois suivante, pour les républicains. Les collectivités sont cyniques, a constaté M. Sauvy : elles apprécient davantage les services à rendre que ceux qui ont déjà été rendus.

**

Ceci vaut qu'on s'y arrête un moment.

L'idéologie marxiste — et, dans la mesure où elle a suivi, l'idéologie démocrate-chrétienne — comporte une dévalorisation du politique au sens restreint du mot au profit de l'économique, et cette dévalorisation n'est pas sans danger. Elle part de l'idée juste que la liberté politique n'est souvent qu'un trompe l'œil si elle ne s'accompagne de l'égalité économique. Du coup, cependant, elle a tendance à négliger la première, comme si celle-ci

(2) *La Relève*, 3 juillet 1965.

(3) La revue *De Maand* (juin-juillet 1965) arrive somme toute aux mêmes constatations quand elle relève « l'abandon de la solidarité sociale par un nouveau groupe de salariés prospères ».

devait nécessairement découler de l'obtention de la seconde. Or, entre la liberté et l'égalité, et par conséquent entre la liberté politique et l'égalité économique, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y a pas toujours corrélation. Pour lutter contre les privilèges sociaux et provoquer leur disparition définitive, il faut avoir recours aux contraintes étatiques les plus diverses. Or, celles-ci deviennent de moins en moins supportables par l'homme moyen au fur et à mesure qu'il prospère.

« L'élévation du niveau de vie » explique M. Jean Fourastié (4) « libère chez l'homme moyen les forces centrifuges. En effet, les besoins végétatifs et primaires sont les moins diversifiés. C'est pourquoi les masses européennes découvrent seulement aujourd'hui les problèmes de l'individualisme... En matière économique et sociale, cette tendance à la diversité condamne les systèmes de répartition des biens par allocation, dans lesquels on impose à chacun son logement, son restaurant, ses loisirs...

Les revendications syndicales et politiques ont encore non seulement un vocabulaire mais un objectif collectiviste ; mais en fait, les réalisations individuelles (en matière d'habitat, de vacances, de transports, de soins médicaux...) sont déjà plus appréciées de la masse populaire que les solutions collectives ». Certes, ces solutions collectives s'imposent, à des titres divers, dans un grand nombre de domaines ; l'économiste Galbraith a, par exemple, constaté leur cruelle insuffisance aux Etats-Unis dans divers secteurs. Il reste que, dans l'avenir, de plus en plus d'efforts seront faits, d'une part, pour limiter les solutions collectives à l'indispensable, d'autre part, pour les personnaliser et les individualiser le plus possible.

Pareille théorie peut-elle déjà s'appliquer à la Belgique ?

Le gouvernement qu'a présidé M. Théo Lefèvre est certainement celui qui, dans l'histoire de notre pays, a été le plus orienté « à gauche » — et ceci, sous ma plume, n'a rien de péjoratif. Il l'a été, non seulement eu égard aux buts qu'il poursuivait, mais encore, et peut-être davantage, en fonction des moyens qu'il a utilisés. On sait, en effet, qu'user du pouvoir étatique pour briser les résistances jugées réactionnaires est une tradition jacobine, donc de gauche, à telle enseigne que « c'est dans la mesure où les communistes ont poussé cette attitude à l'extrême qu'ils ont pu apparaître comme

des hommes d'extrême-gauche » (5). Dans ce pays où, plus qu'en tout autre, les décisions sont le résultat de multiples consultations et négociations avec les groupes les plus divers et où l'autonomie communale, par ailleurs, constitue une solide tradition, le Gouvernement a multiplié les contraintes, qu'il s'agisse de soins de santé, des prix, de l'expansion universitaire et, surtout, des questions linguistiques. Il l'a fait d'une manière à laquelle la Belgique n'était pas habituée, sans égard, en certains cas, aux incidences budgétaires (sécurité sociale), n'hésitant pas, en d'autres, tantôt à violer un article précis et formel de la Constitution (obligations linguistiques imposées aux entreprises), tantôt à passer outre aux droits acquis (réglementation linguistique en matière administrative), tantôt à faire fi des désirs et des besoins des populations concernées (fixation de la frontière linguistique) et au risque, parfois, de devoir remettre sur le métier des lois insuffisamment réfléchies ou d'égarer l'opinion sur le véritable coût des réformes (6). Certes, en abordant de front les problèmes les plus chargés de passion, il a fait preuve de courage. A-t-il témoigné d'autant de discernement ? Lorsque l'opinion d'un pays est à ce point déchirée que le fait pour un groupe de dicter sa volonté sera durement et durablement ressenti par l'autre, la sagesse n'est-elle pas de suspendre et de patienter en attendant des circonstances plus favorables à des solutions raisonnables ? A terme, telle décision que l'on prétend imposer comme définitive, mais qu'une importante minorité se refuse à accepter ne coûtera-t-elle pas infiniment plus cher que la temporisation ? Certes, on peut en discuter. Force est de constater, en tout cas, que les passions linguistiques n'ont jamais été aussi vives que depuis le vote des lois qui devaient les apaiser et que, par ailleurs, eu égard à la nécessité de certaines tactiques pour se faire entendre des pouvoirs publics, on a vu, pour la première fois, user de vio-

(4) Les 40.000 heures, pp. 179 et 180, Paris, Laffont.

(5) Pierre FOUGEYROLLAS, *La conscience politique dans la France contemporaine*, p. 305, Paris, Denoël.

(6) Pour ma part, je me refuse à charger les hauts fonctionnaires de tous les péchés dont certains hommes politiques voudraient les accabler. A entendre ceux-ci, l'administration ou bien se serait grossièrement trompée sur le coût de certaines réformes ou bien n'aurait la possibilité de le chiffrer que très approximativement, en sorte que le public aurait à choisir entre la mauvaise foi et l'incapacité des fonctionnaires intéressés. Je crois qu'il faudra et très sérieusement, voir les choses de près. A peine de se discrediter, le régime ne peut accepter le renouvellement des manipulations de chiffres auxquelles se sont livrés les diverses autorités responsables.

lence des milieux qui, jusqu'ici, y avaient été réfractaires, comme les médecins, les professeurs d'université, les agents du ministère des Finances. N'a-t-on même pas vu naître un syndicalisme militaire et un syndicalisme des gendarmes ?

Ainsi s'éclairent, à mon sens, les résultats des élections. Ce ne sont pas les extrémistes qui ont triomphé; ce sont les milieux généralement modérés qui ont exprimé leur mécontentement à raison des tracasseries de toutes sortes dont ils ont été l'objet. Beaucoup plus encore que précédemment, les Belges n'ont pas voté principalement « pour » tel parti; ils ont voté « contre » tel autre ou tels autres partis.

C'est pourquoi le PLP a triomphé partout; et ses gains ne se limitent pas à Bruxelles: par rapport aux élections de 1958, le PLP a progressé de 81 % dans le Brabant, mais de 84 % dans la province d'Anvers et de 135 % dans la province de Liège.

En Flandre, les voix que la Volksunie a recueillies sont aussi celles de mécontents qui, catholiques, ne peuvent concevoir de voter pour d'autres listes que catholiques. Ont-ils, pour autant, adopté son programme extrémiste en matière linguistique? Ils n'auraient pas eu, en ce cas, à changer de parti, certains leaders du PSC flamand ne le cédant à personne sur ce point. Le succès de la Volksunie, certes, ne peut être contesté; avec les douze sièges qu'il a remportés, il reste cependant très relatif, surtout si on compare sa représentation à celle qui, dans une Chambre moins nombreuse, était celle, avant la guerre, du VNV, son père spirituel. On rendra d'ailleurs cette justice à ses dirigeants qu'ils ne s'y sont pas trompés.

En Wallonie, les fédéralistes et les wallingants n'ont pas davantage de motifs de se féliciter du résultat immédiat des élections. Quant au parti communiste, il a indiscutablement progressé, sans que son avance, cependant, on l'a déjà vu, compense les pertes subies par le PSB. Là encore, est-ce le contenu positif du programme communiste qui a séduit un grand nombre d'électeurs? Il faudrait d'abord savoir lequel et ne pas perdre de vue, notamment qu'en Wallonie, où ses gains sont les plus forts, le PCB s'est déclaré très clairement fédéraliste et a épaulé, de la manière la plus nette, les objectifs wallingants. Par ailleurs, on ne peut oublier qu'un ouvrier baignant, depuis

toujours, dans un climat anticlérical et qui a appris à considérer les libéraux, ou leurs succédanés, comme « les suppôts de la réaction » imagine difficilement d'exprimer son insatisfaction autrement qu'en votant communiste.

Quant à la réussite du FDF, elle est la plus pure manifestation du « contrisme », puisque cette formation se caractérise par l'absence de tout programme politique, sauf en matière linguistique. Et même en ce domaine, ce qu'elle réclame avant tout, c'est la liberté.

Je crois donc devoir, pour ma part, maintenir l'opinion que j'avais défendue au lendemain des élections (7) à savoir que ce qui fondamentalement, s'est exprimé le 23 mai dernier, c'est la protestation de catégories sociales devenues plus nombreuses et destinées à l'être sans cesse davantage, au fur et à mesure que les besoins primaires reçoivent satisfaction (8).

Vers le travaillisme ?

Y aura-t-il, à partir de cette constatation, une orientation nouvelle de notre vie publique et une mutation de nos partis ?

Chose surprenante : le plus grand effort de renouveau a été tenté par le parti qui, à tort ou à raison, passait pour le plus ankylosé, le plus dépassé et le moins apte au renouvellement. Il est vrai qu'il s'agissait pour lui, en quelque sorte, d'une opération survie. Il est vrai également que l'idée de « liberté » et tout ce qui est attaché retrouvent un écho qui leur donne figure d'avant-garde. Parviendra-t-il à consolider ce succès ? En bonne part, cela dépendra de lui : de la valeur des personnalités auxquelles il fera appel, de la foi que l'on pourra faire en ses promesses, de la cohérence de son comportement, des attitudes qu'il adoptera effectivement aux différents niveaux de ses inter-

(7) *Le Soir*, 3 juin 1965.

(8) Il est également intéressant de noter le fort pourcentage des votes de préférence, non seulement en faveur des candidats PLP et PSC mais également PSB. Est-ce là une manifestation de la « personnalisation » du pouvoir? Pas nécessairement. Toutefois, à partir du moment où, d'une part, les programmes des divers partis ne se distinguent que sur un petit nombre de points et que, d'autre part, ils couvrent de moins en moins une législature, la personnalité de l'élu reprend de l'importance (dans la mesure où il résisterait aux consignes des appareils) à raison des réactions de son tempérament.

ventions : bien des militants auront à dépouiller définitivement « le vieil homme » s'ils veulent que se concrétise définitivement le renouveau du PLP. Mais la réussite de l'expérience dépendra également de ce que vont décider ses deux grands rivaux.

*
**

Que fera, par exemple, le PSB ?

D'aucuns prédisent un peu vite sa dislocation. En réalité, il n'est jamais si solide ni si attirant que lorsque de grands courants le parcourent, provoquant des chocs et des remous : qu'on se souvienne des fameux Congrès de Noël de l'entre-deux-guerres. C'est que toute idée neuve, tout mouvement d'adaptation, toute manifestation de vie produisent inévitablement de l'agitation. Un parti résigné, qui s'estime satisfait et où n'existe aucun désir de changement, tend, au contraire, à se figer et à décliner. Le jour où le PSB essaiera de cacher ses difficultés, plutôt que de les affronter, on pourra davantage craindre pour lui qu'il n'y a lieu de le faire actuellement.

Au crédit du PSB, il reste que, compte tenu de la répartition de ses effectifs dans les diverses régions du pays, il est, pour l'instant, le plus « national » des trois partis. A quelques exceptions près (mais il en est d'importance), ses leaders paraissent parmi les moins contaminés par le virus linguistique ; beaucoup d'entre eux — le Congrès qu'ils ont tenu après les élections prouve qu'ils sont la grande majorité — réalisent la diversion que celui-ci apporte dans la poursuite de leurs objectifs économique-sociaux. Mais, pour le PSB aussi, le problème principal est de s'adapter à la profonde évolution économique-sociale du pays. Et ce n'est pas une mince affaire.

Il est encore partagé, pour l'instant, sur le sens à donner à cette évolution, sur le point de savoir en quoi consiste le véritable progrès et quelle doit être, désormais, l'orientation de son action. Va-t-il opter pour une démocratie à l'américaine, une démocratie à la scandinave ou une démocratie genre populaire, c'est-à-dire à base de nationalisations, de planification obligatoire et d'abandon des mécanismes du marché ? Il n'est que trop clair, que par ailleurs, celui qui est propriétaire de sa maison, dispose d'une automobile, regarde chaque soir la télévision et/ou prend régulièrement des vacances n'est plus le prolétaire pour lequel le

socialisme a tant fait. Il est non moins évident que le tertiaire ne cesse de croître aux dépens non seulement des professions agricoles, mais de tous les métiers manuels lesquels, à leur tour, font appel à un matériel de plus en plus compliqué et exigent une formation de plus en plus poussée.

Le PSB paraît donc, lui aussi, fut-ce à terme plus éloigné, acculé au renouvellement.

Se laissera-t-il tenter par le travaillisme ? Doctrinalement, rien, ou guère, ne s'oppose à ce que des catholiques votent pour un parti dont la doctrine s'est singulièrement évaporée. Toute une partie de l'intelligentsia catholique est, par ailleurs, gagnée aux idées de gauche. Enfin, à la différence de la SFIO ou du PSU, le PSB ne butte pas sur l'obstacle de la laïcité (il a signé le pacte scolaire) et il ne trouve pas, dans les partis communistes (le « moscoutaire » et le « chinois ») une très redoutable concurrence. Mais ce qui reste, et qui fait hésiter ceux qui pensent à l'avenir, ce sont ses références à une idéologie dépassée qui, pour être le plus souvent verbales, n'en sont pas moins, pour beaucoup encore, effarouchantes ; reste le style cassant et autoritaire de certains de ses leaders ; subsistent encore certaines habitudes mentales et certains réflexes qui ne parviennent pas à disparaître. En sorte que, malgré le prestige de dirigeants comme MM. Spaak et Van Acker, on trouve encore très peu de catholiques pour militer au sein du PSB : ils ne s'y sentiraient pas à l'aise.

Il faut d'ailleurs noter que, par un souci de loyauté qui les honore, ses dirigeants n'ont jamais « tendu la main » aux catholiques, de la manière dont l'ont fait, suivant qu'ils le jugeaient opportun, les communistes. Ils ne le feront pas davantage tant que subsistera l'actuelle coalition gouvernementale : elle ne résisterait pas à ce qui serait considéré comme un débauchage organisé. Mais les temps changent, des objectifs de plus en plus communs doivent presque nécessairement engendrer une action toujours plus intégrée. Qui l'emportera : l'exemple français, si M. Guy Mollet triomphe définitivement de M. Gaston Defferre, ou l'exemple allemand ? Verra-t-on un jour apparaître une union qui pourrait être le prélude à une fusion ? Il y aurait là, indiscutablement, un danger pour le PSC qui, déjà fortement grignoté sur sa droite, court le risque d'être également amputé sur sa gauche.

*
**

Qu'est, en effet, le PSC ? Un rassemblement d'électeurs issus de tous les milieux sociaux sur la base des principes chrétiens ou, plus familièrement, une sorte d'union nationale « des Belges qui vont à la messe ». Il est et a toujours été traversé de nombreux courants qui ne réussissaient pas, cependant, à le disloquer tant que restait solide le ciment confessionnel. Sa force doctrinale s'est évidemment trouvée fort compromise du jour où il n'y a plus eu à combattre pour ou contre des objectifs religieux (9). Est-ce une vraie faiblesse à une époque où les idéologies subissent l'éclipse que l'on sait (10) ? Le PSC aurait pu — et il l'a fait pendant plusieurs législatures jusqu'à frôler la majorité absolue — satisfaire une clientèle composite en définissant, de manière précise, les positions à prendre concrètement pour adapter le pays aux vastes mutations qui sont en train de transformer l'Europe. Toutefois, entraîné par son aile flamande largement majoritaire, il s'est fait le héraut de la législation linguistique à base de contrainte et, pour réussir dans ce domaine, il a sacrifié à maintes reprises, au profit de son partenaire socialiste, ses positions traditionnelles en d'autres domaines.

On comprend mal ces préoccupations et moins encore la tactique qu'elles ont inspirée. Ce n'est pas en Flandre que le parti est menacé : il y reste de très loin le premier. Il a, certes, reculé au profit de la Volksunie mais très précisément, dans la mesure où dans son souci d'enlever à l'extrémisme ses attraits, il s'est mis à le flatter. Quelle différence à cet égard, avec le PSB qui, lui, a maîtrisé l'extrémisme en le combattant impitoyablement. En tout cas, le résultat est là : à l'heure actuelle 70 % environ des adhérents du PSC se recrutent dans la partie flamande du pays. En revanche, le parti est, en importance, troisième à Bruxelles et troisième en Wallonie, en sorte que c'est à Bruxelles et en Wallonie qu'il devrait regagner du terrain. Sinon, s'il continue sur son actuelle lancée, il risque, ni plus ni moins, de perdre sa vocation nationale, les élus wallons et bruxellois n'y pouvant plus jouer de rôle que dans la mesure où ils se rallient aux vues de la majorité. L'autonomie accordée à ses deux ailes en matière culturelle — mais où commence et où s'achève le domaine de la culture ? — enrayera-t-elle cette tendance ? Le fédéralisme à

deux qui, de l'avis des politicologues, est pratiquement impossible dans un pays, pourrait-il, au contraire, prolonger l'existence du parti ? Maintenant que les revendications flamandes sont à leur tour satisfaites, réussira-t-il, même en pays flamand, à éviter que ne le quittent les différents milieux que l'on range dans la catégorie des classes moyennes ? Déserté et sur sa droite et dans les régions francophones par une partie de ses troupes, penchera-t-il encore davantage à gauche et en faveur des Flamands, ce qui lui fera perdre de nouvelles tranches d'adhérents jusqu'ici restés fidèles ? Ce sont là, on l'avouera, autant de questions inquiétantes. Il faudra beaucoup d'adresse et beaucoup de mesure aux dirigeants du PSC ou encore beaucoup d'erreurs et d'outrances chez ses concurrents, pour qu'il se sorte de ce mauvais pas. Et ce, malgré le soutien de divers groupements sociaux, à qui une déconfectionnalisation de la vie publique pourrait finir par enlever leur raison d'être, ce qui explique leur intervention, pour certains inédite, au cours de la campagne électorale.

*
**

En attendant le pays politique se situe comme suit : en Flandre, le PSC domine, avec comme second le PSB ; en Wallonie, le PSB domine, avec comme second le PLP ; à Bruxelles, le PLP domine avec comme second le PSB. Comme, par ailleurs, les deux questions les plus épineuses qui se posent, pour le moment, en Belgique sont le problème linguistique et celui des finances publiques, on réalisera immédiatement que les coalitions gouvernementales possibles non seulement ne sont pas nombreuses, mais que toutes seront à base de compromis entre les partis associés au pouvoir. Cette circonstance risque de peser lourd sur toute la législature et de causer bien des difficultés à nos hommes politiques.

(9) A la différence de la DC italienne, le PSC n'a même jamais tenté d'élaborer une théorie de l'interclassisme ou union des classes.

(10) Ce qui fait également tort au PSC, c'est l'amenuisement de certaines catégories sociales dont l'évolution économique diminue l'importance numérique (agriculteurs, travailleurs indépendants). Les couches modernes qui les remplacent (cadres, employés) ne pourraient être séduites que par un programme précis et dynamique.

